

DÉLIBÉRATIONS



Le 22 mars 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Marie DESBORDES

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées : Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à ayant donné pouvoir à Monsieur Stéphane MARTOT
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Caroline DUTARTE, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 15 mars 2024



7 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET 2024 DES RÉSIDENCES AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°1 de l'exercice 2024 du budget des Résidences autonomie découle du vote du budget primitif du budget principal 2024 du CCAS, conformément au principe de sincérité budgétaire. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 2 910 759 € soit -103 553 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 608 627 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 222 415 € soit -103 553 €

DÉLIBÉRATIONS

Au vu de la diminution du coût des fluides explicitée ci-dessous, la subvention d'équilibre du budget principal aux résidences autonomie est présentée en baisse de 20 % (soit – 145,6 K€) :

Résidence	CA 2022	CA 2023	BP 2024	Proposé DM 1 - 2024	Montant 2024	Evolution BP / DM 1
Bonvoisin	0.00	37 820.12	105 658.00	-22 400.00	83 258.00	-21.20%
St Filleul	167 942.58	107 991.00	178 628.00	-58 463.00	120 165.00	-32.73%
Rose des Sables	290 019.68	224 914.43	313 440.00	-26 000.00	287 440.00	-8.30%
Trianon	144 823.04	95 024.27	121 952.00	-38 753.00	83 199.00	-31.78%
Total	602 785.30	465 749.82	719 678.00	- 145 616.00	574 062.00	-20.23%

Cette baisse des subventions au budget des résidences est rendue possible grâce au marché Métropole renégocié pour la période 2024 / 2025 à des tarifs avantageux.

Par ailleurs, une recette nouvelle de 42 K€ au titre du bouclier tarifaire 2022 / 2023 est constatée au budget de la résidence St Filleul.

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 79 717 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 001 740 € soit -103 553 €

Le marché Métropole pour la période 2024 / 2025 prévoit une nette diminution des coûts de l'électricité (-48%) et du gaz (-38%) par rapport à 2023.

Ces tarifs n'étaient pas connus au moment du vote du budget primitif en octobre 2023. Leur conséquence budgétaire est par conséquent inscrite lors de la présente DM 1.

Pour les 4 résidences, 103.5K€ sont repris sur le total de 445.6K€ prévu au BP 2024 pour les dépenses d'énergies. Par mesure de prudence, cette diminution de crédits ne représente qu'une baisse de -27% par rapport au total réalisé 2023 de 383.5 K€ sur les comptes 60612 – électricité et 60613 – chauffage.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 001 949 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 688 170 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

Investissement : 235 400 € (inchangé)

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

DÉLIBÉRATIONS

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 79 717 € (inchangé)

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 34 421 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 121 262 € (inchangé)

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code général des collectivités territoriales

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget des Résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 2 910 759 € soit -103 553 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 608 627 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 222 415 € soit -103 553 €

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 79 717 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 001 740 € soit -103 553 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 001 949 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 688 170 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 235 400 € (inchangé).

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

DÉLIBÉRATIONS

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 79 717 € (inchangé)

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 34 421 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 121 262 € (inchangé)

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.